

Rentrée
politique

De Hollande à Darmanin, le week-end de faux-semblants d'Édouard Philippe

Par Ellen Salvi



Après un débat avec François Hollande samedi, l'ancien premier ministre a retrouvé Gérard Darmanin dimanche, à Tourcoing, pour tenter de teinter sa campagne d'une « fibre sociale ». Derrière un narratif rodé et l'errance d'une partie des sociaux-démocrates, le patron d'Horizons défend en réalité des mesures très à droite.

Primaires du PS : derrière le favori Raphaël

Glucksmann, Olivier Faure en embuscade

Le RN revient sur scène après un été de silences et de malaise

Marine Le Pen et Jordan Bardella divergent (encore)

Une bataille de récits discrète, mais lourde de sens. Ces derniers jours, Marine Le Pen et Jordan Bardella ont défendu deux versions différentes pour expliquer le départ de leur conseiller économique, François Durvy. Le 27 août, [en plein débat](#) entre candidat·es à la présidentielle organisé par le Medef, cet ancien bras droit du milliardaire Pierre-Édouard Stérin a annoncé [au Figaro](#) qu'il ne pourrait pas assumer la ligne économique de la cheffe de file du RN.

À peine sortie du débat, cette dernière l'a recadré devant la caméra de BFMTV, expliquant qu'elle avait « *souhaité* » son départ. Comprendre : qu'elle l'avait limogé. Deux jours plus tard, sur la même chaîne, Jordan Bardella a au contraire assuré que le retrait de François Durvy était une « *décision [qui] lui appartient* ». [Comme l'a raconté Mediapart](#), c'est pourtant bien par un simple SMS que Marine Le Pen a acté la rupture dès juillet avec l'ex-financier.

Le polytechnicien paie sa déloyauté envers la patronne : après la condamnation en appel de Marine Le Pen, le 7 juillet, pour détournement de fonds publics [dans l'affaire des assistant·es parlementaires européen·nes](#), François Durvy a ouvertement – et en vain – plaidé pour que Jordan Bardella la remplace sur la ligne de départ de la présidentielle. Une tentative audacieuse et finalement fatale dans un parti toujours [contrôlé par le clan Le Pen](#).

Rentrée du Medef

Pour leur premier débat, les candidats à la présidentielle sommés par le Medef de faire des économies

Par Sarah Benhaïda, Alexandre Berteau



Sept candidats, pas tous investis ou certains d'aller jusqu'au bout, ont répondu aux questions d'un parterre de patrons décidés à peser sur le scrutin de 2027. Droite et extrême droite ont donné des gages, tandis que les gauches se sont rebiffées.

Le patronat dit adieu à son rêve de voir Jordan Bardella au pouvoir

Le patronat à la recherche du candidat idéal pour la présidentielle 2027

Le déni climatique de la semaine

« *Le gouvernement a dû affronter une motion de censure de La France insoumise et des Écologistes parce qu’il faisait chaud.* »

Lors de son intervention aux universités d’été du think tank de Jean-Michel Blanquer, Sébastien Lecornu a jugé bon de plaisanter sur les épisodes caniculaires de l’été pour moquer son opposition politique. Des propos qui ont logiquement fait bondir Marine Tondelier et Manuel Bompard. « *Plus de 7 000 morts en raison de l’impréparation totale face à ces canicules. Et lui, ça le fait rire. Honteux* », a écrit sur X le coordinateur national de LFI, tandis que la secrétaire nationale des Écologistes évoquait la « *gestion calamiteuse des canicules* » du gouvernement.

À l’issue d’un été de catastrophes durant lequel même le ministre de l’intérieur Laurent Nuñez [a reconnu](#) que les discours officiels sur les moyens suffisants face aux incendies relevaient de la « *posture* », la motion de censure de début juillet n’était qu’un début. Désormais, le patron des socialistes, Olivier Faure, qui avait pourtant topé avec le premier ministre à l’automne 2025, menace lui aussi de censurer le gouvernement plutôt que d’adopter le budget qu’il doit bientôt proposer. Et à l’automne, a priori, il sera plus difficile d’accuser la canicule.

Le mari de la députée RN Tiffany Joncour condamné pour avoir agressé son assistant parlementaire

Par Elian Delacôte (Rue89 Lyon)



L'ancien hooligan identitaire Maxime Gaucher a été condamné à de la prison ferme pour avoir violemment tabassé Tim Bouzon, conseiller de la métropole de Lyon et collaborateur parlementaire de son épouse, la députée RN du Rhône Tiffany Joncour.

Coulisses. Julien Odoul aperçu chez les amis de Blanquer
Il a fait son entrée dans la salle entre deux débats sur les « valeurs de la République », suscitant l'embarras de certaines des personnalités présentes. Samedi 29 août, le député RN Julien Odoul a été aperçu aux premiers rangs de la rentrée politique du Laboratoire de la République, le think

tank de l'ancien ministre Jean-Michel Blanquer, organisée pendant deux jours à Sens, dans sa circonscription de l'Yonne. Peu avant de s'asseoir, il était même en train de rire aux éclats avec le sénateur Renaissance du territoire, Jean-Baptiste Lemoyne.

C'est à la demande de Sébastien Lecornu que l'élu d'extrême droite avait été convié par la préfecture à l'accueil républicain du premier ministre, invité ce jour-là sur scène.

Une place lui avait même été réservée pour assister à l'intervention du chef du gouvernement. Un choix que plusieurs participant-es à cet événement politique n'ont pas compris, à l'instar de Nathalie Loiseau ou Manuel Valls. « *Il est assurément masochiste à assister à des échanges dont l'intention même est de tracer des pistes contre le RN* », a aussi glissé le socialiste Jérôme Guedj à *Mediapart*.